

Course contre la montre dans le désarmement des civils au Burundi

PANA, 02 juin 2016 Bujumbura, Burundi - Les détenteurs illégaux d'armes de guerre ont plus que les 15 prochains jours pour se rendre volontairement, faute de quoi, les corps de défense et de sécurité leur forceront la main. Le rapport, jeudi, la radio nationale, citant le président burundais, Pierre Nkurunziza, depuis le Sud du pays, des bandes armées tentent de s'implanter, sur fond de grave crise politique persistante depuis plus d'un an au Burundi. Le rétablissement rapide de la sécurité constitue un enjeu de taille pour le pouvoir qui veut aller aux prochains pour parler à inter burundais de paix en position de force militaire face à une opposition qui se cherche encore, quand elle n'est pas dispersée, relèvent les analystes à Bujumbura.

Le nouveau médiateur et ancien chef de l'Etat tanzanien, Benjamin William Kapa a annoncé une rencontre déterminante avec les différents protagonistes de la crise au Burundi, avant la fin de ce mois. Lors de la fête internationale du travail, le 1er mai dernier, le chef de l'Etat burundais avait laissé deux mois aux corps de défense et de sécurité pour démanteler les derniers groupes armés à travers le pays. La sécurité n'a pas connu depuis une amélioration sensible, surtout au niveau de la partie sud du pays où le bilan officiel fait état d'au moins 47 personnes, dont 36 assaillants et 11 civils tués, ainsi qu'une centaine d'interpellations parmi les auteurs de troubles publics et d'importantes quantités d'armes et de munitions de différents calibres saisies. La crise politique de plus en plus Burundi a donné naissance à au moins trois rébellions armées déclarées, mais qui ne revendiquent pas encore ouvertement les attaques courantes contre les positions militaires et policières du gouvernement. Au niveau de la communication officielle, le pouvoir prend toutefois soin de ne pas alarmer et effrayer l'opinion sur l'existence de véritables rébellions armées, préférant se tenir à des «actes de terrorisme» à l'image de ce qui est en d'autres régions du monde. Les attaques commençaient à s'intensifier, ces derniers temps, dans certaines régions intérieures du pays après s'être longtemps concentrées sur la capitale et l'épicentre de la contestation dans la rue. Le mandat présidentiel auquel l'opposition attribue généralement l'origine de la crise politique du moment Burundi. Les moyens nécessaires vont être déployés et utilisés pour pacifier tout le pays, pendant les 15 prochains jours, a avisé le président Nkurunziza, depuis le Sud du Burundi. Les corps de défense et de sécurité avaient jusque-là jeté toutes leurs énergies dans la pacification de la capitale, en raflant des fois par centaine, de prisonniers insurgés contre le régime. Dans cette course effrénée pour le rétablissement de la sécurité publique, le pouvoir a encore institutionnalisé des «cahiers de menages» où doivent être consignés à la fois les noms des parents et des enfants, ceux des domestiques et des visiteurs pour qui ne veut pas s'exposer à des ennuis policiers et des amendes administratives.